

Veille d'information du CCAS de Marseille

ACTION SOCIALE - POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Ehpad : la Défenseure des droits se fâche

Dans un rapport récent, la Défenseure des droits effectue des recommandations, pour certaines très incisives, mais justifiées au vu du nombre de plaintes reçues par ses services. **Il semble que la maltraitance soit bien présente dans les établissements socio et médico-sociaux et plus particulièrement dans les Ehpad**, cibles des principales critiques. Au rang des 64 recommandations : le **raffermissement des contrôles**, notamment quant aux **clauses abusives contenues dans les contrats de séjour**, le **renforcement du rôle de la personne de confiance**, la définition d'un **cadre règlementaire pour l'élaboration du projet personnalisé**, la promotion de la permanence de soins de nuit, etc.

[" Les droits fondamentaux des personnes âgées accueillies en EHPAD ", Défenseure des droits, 4 mai 2021](#)

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

Arrivée de la nouvelle carte d'identité biométrique en août

D'abord expérimentée dans quelques départements, la **nouvelle carte nationale d'identité sera en service partout en France à partir du mois d'août 2021**. Plus sécurisée et dotée d'une puce intégrant des informations biométriques (deux empreintes digitales), elle se conforme à la fois aux directives européennes et à une modernisation du document d'identité nationale. La procédure à suivre pour obtenir ce nouveau document d'identité "*ne sera en aucun cas modifiée*", rappelle le ministre de l'intérieur. Pourtant, **les mairies, qui réceptionnent les demandes de titres, devront se familiariser avec quelques changements et former leurs agents aux nouveaux outils de recueil de données** (logiciels informatiques, prise d'empreintes, photographie, etc.). Pour aller plus loin : Décret n° 2021-279 du 13 mars 2021 portant diverses dispositions relatives à la carte nationale d'identité et au traitement de données à caractère personnel dénommé " Titres électroniques sécurisés " (TES).

[Beurey T., " La carte d'identité biométrique progressivement déployée d'ici août prochain ", Localtis, banquedesterritoires.fr, 17 mars 2021](#)

Les disparités territoriales en question

Le bilan de la France 2020 se présente sous les angles **économiques, socio-démographique, sociétaux et environnementaux**. Très complet, il analyse la situation nationale globale et donne le détail thème par thème et région par région.

La France se découpe en aires géographiques de plus en plus hétéroclites. La tendance s'affirme vers une **organisation des territoires en couronnes entourant des pôles-centres** entre lesquels s'intercalent des zones plus dépeuplées. Les métropoles concentrent la population, l'économie, l'emploi et souvent l'accès aux services et aux équipements. Peut-on estimer que cette évolution vers « *la spécialisation territoriale* » soit vertueuse pour la dynamique nationale ? S'accompagne-t-elle d'une hausse du bien-être subjectif des Français ? Ces questions, toujours en débat, constituent la colonne vertébrale autour de laquelle s'organise cette édition. Analyser 2020 sans traiter de l'épidémie de Covid-19 serait proprement irréaliste car la crise s'est infiltrée dans l'économie et l'équilibre social du moindre territoire. **Le confinement**

a fortement affaibli des secteurs d'activité et a porté atteinte en particulier à : la région toulousaine (aéronautique), l'Est et le Nord (automobile et ferroviaire) ou les bords de la Méditerranée et l'Île-de-France (tourisme).

La pauvreté est manifeste dans ses plus fortes proportions, par ordre décroissant, dans les Dom puis en Seine-Saint-Denis, Pyrénées-Orientales, Aude, Haute-Corse, le Nord, le Sud et dans certaines aires du centre de l'Hexagone.

[Goin A. et alii, « La France et ses territoires », Édition 2021, Insee Références, Insee, 29 avril 2021, 199 p.](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE

Près de 1 sur 5 !

19%, c'est le pourcentage **d'espèces éteintes ou menacées** de faune et de flore **en France**. Cet **indicateur d'évolution de la biodiversité** est proposé par **naturefrance**, le service public d'information sur la biodiversité. Les objectifs de cet indicateur se déclinent sur un plan **national** (préserver des espèces, améliorer l'expertise, etc.) ou **européen** (maintenir et restaurer les écosystèmes).

[Proportion d'espèces éteintes ou menacées dans la Liste rouge nationale, natureFrance](#)

Un guide pour porter un projet de territoire en transition

Le CLER, réseau pour la transition énergétique vient de publier, avec le soutien de nombreux partenaires, notamment institutionnels, un **guide pour assurer un portage efficace d'un projet de territoire en transition énergétique**. Devant la diversité des aides et dispositifs, cet ouvrage a vocation à servir de véritable **boussole** aux décideurs. À noter que de nombreux acteurs de terrain ont participé à l'élaboration de ce guide qui comprend de nombreux **retours d'expériences** de collectivités territoriales en avance sur cette transition.

[" Porter un projet de territoire en transition, articuler les démarches méthodologiques ", CLER réseau pour la transition énergétique, mai 2021](#)

DISPOSITIFS DE SOLIDARITE ET SOCIAUX

Du nouveau pour les procédures de surendettement des particuliers

Compte-tenu des évolutions législatives ([loi n° 2020-734 du 17 juin 2020](#)) et réglementaires ([décret n° 2020-1452 du 27 novembre 2020](#)), une **circulaire du 1^{er} avril 2021** est venue rappeler l'état du droit concernant notamment la **définition du « surendettement »**, la **mise en place** et le **fonctionnement de la commission** ainsi que la **procédure d'instruction** des dossiers.

[Circulaire du 1er avril 2021 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, NOR : ECOT2105604C](#)

ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

Les marchés publics en tant que leviers de la relance économique ?

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance vient de publier un guide visant à **faciliter l'accès des entreprises à la commande publique**. Cet ouvrage rappelle les différentes évolutions du droit de la commande publique opérées récemment comme, par exemple, des seuils réévalués ou des assouplissements pour candidater. Un guide pratique indispensable en cette période de reprise d'activité de certains acteurs économiques durement touchés par la crise sanitaire.

[" Les marchés publics au service de la relance économique des entreprises : rebondir avec les marchés publics ", ministère de l'économie, des finances et de la relance, 10 mai 2021](#)

L'entreprise à la loupe : où se renseigner

La **recherche d'informations** sur les partenaires, fournisseurs ou clients potentiels peut s'avérer un gage de sécurité. Le ministère de l'économie, des finances et de la relance recense sur une page de son site de nombreux outils pour s'assurer de la crédibilité de ses interlocuteurs. Ainsi, de l'existence juridique à sa santé financière en passant par ses publications légales, de nombreuses sources sont disponibles.

[" Où se renseigner sur la situation financière d'une entreprise ? ", Ministère de l'économie, des finances et de la relance, 18 mai 2021](#)

Quand le télétravail intègre la qualité de vie au travail : des méthodes à suivre

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) propose **trois guides sur le sujet du télétravail allié à la qualité des conditions de travail dans les secteurs privés ou publics**. Chaque dossier répond aux enjeux que génère chaque situation : mettre en œuvre un télétravail pérenne, améliorer les pratiques, mettre en place dans l'urgence (une méthode à connaître vu les situations récemment vécues). L'ensemble se consulte et se télécharge gratuitement moyennant la création d'un compte.

[« Associer télétravail et qualité de vie au travail », Réseau Anact-Aract, Mai 2021](#)

ENSEIGNEMENT - FORMATION

Parution des actes du colloque de l'Observatoire SMACL des risques territoriaux

Compte-tenu de son impact, le colloque annuel avait pour titre « **Les collectivités territoriales face à la crise sanitaire** ». Réunissant des intervenants de grande qualité, les thématiques abordées en particulier lors des tables rondes ont démontré **l'agilité** des territoriaux face aux lourdeurs d'un État centralisé. De nombreux thèmes ont été étudiés : les **pouvoirs de police du maire, des retours d'expériences, l'analyse du risque de responsabilité pénale des élus et fonctionnaires territoriaux, etc.** Et enfin, un éclairage sur **l'adaptation au contexte difficile de l'offre de formation par le CNFPT**. D'enrichissants débats à découvrir dans cette parution dont des axes d'amélioration pourront être tirés.

[" Les collectivités territoriales face à la crise sanitaire ", Actes du colloque 2020 de l'Observatoire SMACL des risques territoriaux, mars 2021](#)

CNFPT : élection d'un nouveau délégué du CRO Paca

Le Conseil Régional d'Orientation (CRO) Paca, organe consultatif de la délégation régionale du CNFPT vient d'intégrer de nouveaux membres et d'élire un nouveau président. À Gérard Chenoz, ancien adjoint au maire de Marseille succède **Pierre Paul Leonelli**, adjoint au maire de Nice, élu à l'unanimité.

[CNFPT : un nouveau délégué du Conseil Régional d'Orientation du CNFPT élu, 22 avril 2021](#)

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Intercommunalité en 2020 : des chiffres stables

Le bulletin d'information statistique n° 152 de la DGCL montre la grande **stabilité du nombre d'Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) autour de 1 250 au 1^{er} janvier 2021**. Il fait également un point précis sur le nombre moyen d'habitants dans chaque catégorie d'EPCI (métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes).

[Sebbane L., " Bulletin d'information statistique \(BIS\) de la DGCL ", n° 152, Mai 2021](#)

La DAJ publie son rapport annuel

La Direction des affaires juridiques (DAJ) du ministère de l'économie, des finances et de la relance a publié son rapport annuel sous le signe d'une crise sanitaire, inédite dans son ampleur, et qui a imposé des obligations jusqu'ici inconnues des acteurs économiques. Si l'heure semble être à la relance, il est intéressant de se plonger dans ce rapport qui analyse l'activité 2020 notamment sous l'angle de la **commande publique** et la **sécurisation des mesures de soutien aux entreprises**.

[" la DAJ publie son rapport d'activité 2020 ", ministère de l'économie, des finances et de la relance, 15 avril 2021](#)

L'AFA au rapport

L'Agence Française Anticorruption (AFA) a publié récemment son rapport annuel en **quatre axes** : la présentation de l'institution, ses deux activités principales (**contrôle et conseil**) et son action internationale. La mission de conseil s'est notamment traduite par la parution de plusieurs guides (la corruption dans l'achat public par exemple) ou bien encore la **sensibilisation et la formation des agents de l'État à la lutte contre la corruption**.

[" Publication du rapport annuel d'activité 2020 ", Agence Française anticorruption, 31 mars 2021](#)

De la mise à disposition des décisions de justice

Un arrêté vient compléter le dispositif mis en place par le [décret n° 2020-797 du 29 juin 2020](#) en **fixant un calendrier précis pour la publication des décisions des juridictions judiciaires et administratives**.

La Cour de cassation et le Conseil d'État doivent être prêts au plus tard le 30 septembre 2021. Les dernières mises à disposition interviendront avant le 30 septembre 2025 pour les tribunaux judiciaires.

[Arrêté du 28 avril 2021 pris en application de l'article 9 du décret n° 2020-797 du 29 juin 2020 relatif à la mise à la disposition du public des décisions des juridictions judiciaires et administratives, JO n° 101 du 29 avril 2021 texte n° 16](#)

Pas de nouveau délai pour les pactes de gouvernance des EPCI

Après un premier report de 3 mois lié à l'état d'urgence sanitaire, le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales rappelle que le **pacte de gouvernance** doit être **adopté avant le 28 juin 2021**.

Ce pacte facultatif prévu par l'article L. 5211-11-2 du code général des collectivités territoriales a notamment pour but d'associer les élus municipaux au fonctionnement de l'EPCI dont leur commune est membre.

[Question écrite n° 19475 de Mme Anne-Catherine Loisier réponse publiée au JO Sénat du 29/04/2021 - page 2806](#)

FINANCES - MARCHES PUBLICS

La Cour des comptes publie son rapport annuel

Il serait plus exact de dire « ses » rapports tant la diversité et le nombre de rapports sont importants. À noter pour les organismes sociaux : un rapport relatif à « **L'hébergement et le logement des personnes sans domicile pendant la crise sanitaire du printemps 2020** » mais aussi « L'assurance chômage face à la crise sanitaire » ou « Les politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement », etc.

[Le rapport public annuel 2021, Cour des comptes, 18 mars 2021](#)

FIPECO : un site pour les finances publiques

Association loi 1901, FIPECO (pour Finances Publiques et Économie) est animée par des personnalités de premier rang tel que son président, **François Ecalle**, entre autres, conseiller maître en disponibilité, ancien rapporteur général du rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques. **L'association s'est donné pour vocation de présenter en toute indépendance des analyses sur les finances publiques.** Particulièrement utile pour la préparation de concours administratif de haut niveau, les publications extrêmement riches et diversifiées aideront à décrypter tous les arcanes des finances publiques, tels que : « le taux des prélèvements obligatoires est-il trop élevé ? », « l'endettement public de la France est-il soutenable ? », « les budgets des collectivités locales », etc.

fipeco.fr

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Mise en œuvre des lignes directrices de gestion

L'association des maires de France (AMF) vient de publier un guide visant à faciliter la mise en œuvre des « **lignes directrices de gestion** », nouvelles modalités de gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique territoriale. Ces outils permettent par exemple aux **agents** de mieux cerner leurs perspectives de carrière ou aux **élus** de mieux appréhender leurs obligations réglementaires en tant qu'employeur.

["La mise en œuvre des lignes directrices de gestion", AMF, mai 2021](#)

SANTÉ

Vous reprendrez bien un peu de vaccin ?

Si certaines maladies et virus ont quasiment disparu de la surface de la terre, c'est essentiellement grâce à la vaccination. Dans son calendrier 2021, le ministère des solidarités et de la santé recense les vaccinations obligatoires ou recommandées. Il invite plus particulièrement les médecins à **vérifier le statut vaccinal de leurs patients** et les agents des SDIS et des services d'aide à domicile (**SAAD**) à se faire vacciner contre la grippe.

[Calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales 2021, Ministère des solidarités et de la santé, 5 mai 2021](#)



La cybersécurité au cœur des enjeux

Le monde numérique que nous connaissons aujourd'hui est extrêmement fragile. Sa sécurité repose sur la maîtrise impérative des risques liés à la cybermalveillance, dont l'impact peut conduire à de graves dysfonctionnements. Le Groupement d'intérêt public ACYMA pilote le dispositif cybermalveillance.gouv.fr qui est notamment chargé d'assister les victimes, de sensibiliser le public et d'étudier le risque numérique et ses évolutions. La lecture du rapport d'activité 2020 est l'occasion de plonger dans le cybermonde et de se rappeler l'actualité de certains faits marquants (chantage à la webcam, faux messages des impôts, etc.) qui ont vu l'intervention des services compétents.

[" Rapport d'activité 2020 ", Dispositif national d'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance , de sensibilisation des publics aux risques numériques et d'observation de la menace](#)

Désignation des conducteurs auteurs d'infractions routières : un nouveau référentiel Cnil

La Cnil a adopté un nouveau référentiel pour mieux encadrer les traitements de données nominatives des conducteurs de véhicules auteurs d'infractions désignés par les personnes morales dont ils relèvent, conformément à la loi. **Le référentiel évolue sur quatre points clefs** : les organismes concernés, les données susceptibles d'être collectées, leur réutilisation et les destinataires des données.

[" Publication du référentiel relatif à la désignation des conducteurs ayant commis une infraction au code la route ", Cnil, 7 mai 2021](#)